

# Revue de presse hebdomadaire

SEMAINE DU 26 OCTOBRE AU 1ER NOVEMBRE 2024

# Un nouvel îlot de fraîcheur pour l'école primaire St-Patrice à Magog

Par Martin Bossé

Un projet inspirant de verdissement a été inauguré le 30 octobre dernier par le pavillon de l'école primaire St-Patrice, à Magog. Ce projet, mené dans le cadre du programme **sous les pavés**, a transformé une portion de la cour asphaltée de l'école en un îlot de fraîcheur pour la communauté. Grâce à la détermination des élèves, à l'appui des partenaires locaux et à l'encadrement du conseil régional de l'environnement de l'Estrie (CREE), cet espace dépavé est désormais un lieu de vie plus sain et accueillant pour tous.

En octobre dernier, les élèves de l'école ont participé activement aux activités de dépavage, en retirant eux-mêmes quelque 160 m<sup>2</sup> d'asphalte, une tâche exigeante, mais riche en enseignements pour ces jeunes défenseurs de l'environnement. Sous la supervision de leurs enseignants et de spécialistes, les enfants ont ensuite planté pas moins de 33 végétaux, créant un espace verdoyant qui contribue non seulement à embellir leur école, mais aussi à lutter contre les effets du réchauffement climatique.

Justine Roy, chargée de projet au CREE, souligne l'implication exemplaire des élèves : « La participation des élèves a été au cœur du projet. L'aménagement que nous avons construit ensemble est l'image de leurs efforts et de leur détermination à transformer leur cour. Ils sont maintenant de fiers défenseurs de l'environnement. » Cette initiative d'éducation environnementale permet aux jeunes d'acquérir des compétences en gestion de projets écologiques, tout en développant un fort sentiment d'appartenance à leur communauté.

## Un effort collectif pour un impact durable

Le projet s'inscrit dans une démarche plus large de **sous les pavés**, un programme qui aide les communautés à se mobiliser pour la déminéralisation des espaces asphaltés et l'adaptation aux changements climatiques. En transformant des surfaces minérales en zones vertes, ce type d'aménagement favorise une meilleure gestion des eaux pluviales et un microclimat plus agréable, particulièrement bénéfique en période de chaleur estivale.

Ce projet a vu le jour grâce au soutien financier de la MRC de Memphrémagog, de la ville de Magog, du député Gilles Bélanger et de la caisse Desjardins du Lac Memphrémagog. Un nichoir offert par la Société de loisirs ornithologiques de l'Estrie vient enrichir cet espace, en attirant la faune locale et en favorisant la biodiversité. L'implication du centre de services scolaires des Sommets et la coopération de toute la communauté scolaire ont permis de

propulser ce projet, qui deviendra un modèle de réussite en matière de verdissement et de résilience environnementale.

Cet îlot de fraîcheur marque un pas important pour une cour d'école plus verte et plus vivante, laissant un impact durable pour les générations futures.

## Le pavillon de l'école Saint-Patrice passe du gris au vert



Une soixantaine d'élèves ont été au coeur du projet, de la conception jusqu'à l'inauguration officielle. (Photo Le Reflet du Lac - Dany Jacques)

PAR DANY JACQUES

Les élèves du pavillon de l'école primaire Saint-Patrice de Magog ont inauguré un nouvel espace de jeu, le 30 octobre dernier, et ce, après avoir développé eux-mêmes le concept et retiré à la main 160 mètres carrés d'asphalte.

Les jeunes ont transformé leur cour pour créer un milieu de vie et d'apprentissage à leur image et pour combler leurs besoins. Après le retrait de l'asphalte préconçassé quelques jours plus tôt, une soixantaine d'élèves ont planté 33 végétaux, dont plusieurs arbres fruitiers. Un parcours a été aménagé pour bouger et des roches ont été installées pour se reposer.

Chargée de projet au Conseil régional de l'environnement de l'Estrie (CREE), Justine Roy insiste sur la participation des jeunes qui ont été au coeur de ce projet. «Ils sont devenus de fiers défenseurs de l'environnement», affirme-t-elle.

Aline Berthe, codirectrice générale du CREE, compare cette petite réalisation à un geste important pour la protection de la biodiversité. Selon elle, en plus de redonner de l'espace à la nature dans un environnement très gris, ce parc absorbera les eaux de pluie, réduira les risques d'inondation et ajoutera de la fraîcheur dans un îlot de chaleur. «Il s'agit d'un bel exemple d'adaptation aux changements climatiques», observe-t-elle.

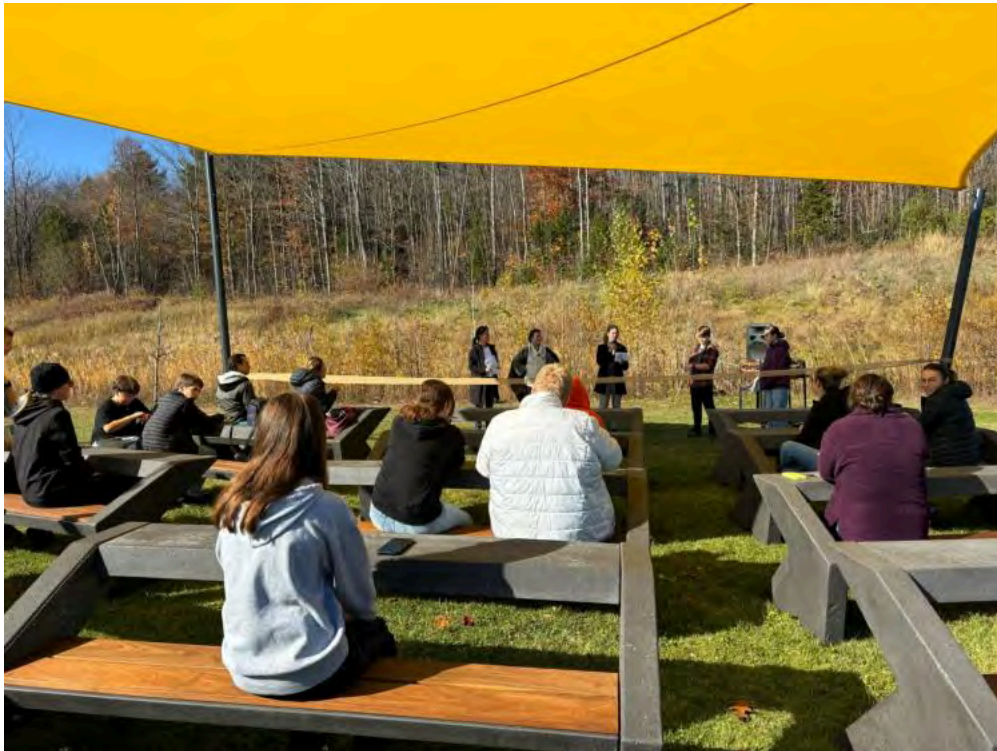
Pilotée par le CREE, cette démarche du programme «Sous les pavés» engage les propriétaires, les organisations, les entreprises et les citoyens à transformer collectivement des sites asphaltés en lieux frais, conviviaux et verdoyants.

Emballé du résultat, le directeur de cette institution scolaire, Pier-Samuel Poulin, s'avance déjà pour une suite dans les deux pavillons de l'école Saint-Patrice.

L'aménagement bénéficie du don d'un nichoir, gracieuseté de la Société de loisir ornithologique de l'Estrie. Les partenaires sont la Ville de Magog, la MRC de Memphrémagog, le député Gilles Bélanger, la Caisse Desjardins du Lac-Memphrémagog et le Centre de services scolaire des Sommets.

**CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SOMMETS**  
**Une toute nouvelle classe extérieure pour La Ruche!**

1 novembre 2024



Le jeudi 24 octobre marquait l'inauguration de la nouvelle classe extérieure de l'école secondaire de La Ruche. Présent(e)s sur place pour l'occasion, Laurence Côté-Leduc, chargée de projet pour l'organisme [Le Semoir](#), Manuel Courmoyer, président de la [Fondation La Ruche](#), Zachary Martineau, Maude Genest et Alice Renaud (ambassadrice), membres du Comité Engagé, ainsi que leur enseignante responsable, Caroline Leclerc.

Cette initiative permettra à de nombreux élèves de bénéficier d'un enseignement et d'un apprentissage axés autour de l'environnement. Un nouveau programme parascolaire est également prévu pour 2025. Plus de détails à venir au courant de l'année!

Ce projet, pensé par le Comité Engagé, n'aurait pas pu être possible sans la participation de partenaires comme [Le Semoir](#), la [Fondation La Ruche](#), [Arbre-Évolution](#) ou encore le [Club Optimiste de Magog](#).

Pour en savoir davantage sur le projet, vous pouvez consulter la [page Facebook](#) de La Ruche ou lire l'[article](#) du Reflet du Lac.

## Pour plus d'information

## Estrie et régions

# L'école Saint-Gabriel de Windsor aura un gymnase

Par Ariane Aubert Bonn, La Tribune

25 octobre 2024 à 15h15



La pièce qui sert présentement de gymnase à l'école Saint-Gabriel est une salle multifonctionnelle. On y opère la cafétéria et le service de garde dans un espace qui n'est pas adapté à la pratique sportive. Les «jeunes leaders» de sixième année, présents sur la photo, utiliseront le gymnase en tant que citoyens, puisque celui-ci devrait être construit en 2026. (Ariane Aubert Bonn/La Tribune)

Les élèves de l'école Saint-Gabriel, en provenance de Val-Joli et Windsor, utilisent présentement une salle multifonctionnelle comme cafétéria, gymnase et service de garde. Entre les poutres et les tables pliantes, des paniers de basketball trônent sous un plafond bas. Ce sera bientôt chose du passé, puisqu'ils auront dès 2026 un gymnase tout neuf, leur permettant, ainsi qu'à la communauté, de bouger dans une infrastructure au goût du jour.





Le directeur de l'école Saint-Gabriel, Martin Poirier, reconnaît que la croissance de la clientèle scolaire a fait perdre des locaux spécialisés dans l'école. «Il a fallu agrandir de l'intérieur.» (Ariane Aubert Bonn/La Tribune)

Au cours de la dernière décennie, l'école est passée d'une centaine d'élèves à plus de 160. Avec la croissance de sa clientèle, les locaux spécialisés sont de plus en plus rares, puisqu'il a fallu augmenter le nombre de classes. «Il n'y a plus de locaux de musique, d'anglais, de laboratoire informatique et notre bibliothèque est dans un grand garde-robe. L'école s'est agrandie par l'intérieur», dit le directeur de l'école Saint-Gabriel, Martin Poirier. Celui-ci ajoute que l'ajout d'un gymnase est donc bienvenu.

Deux programmes de financement permettront de lancer les travaux pour doter l'école d'un gymnase double tout neuf. Le Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives, sportives et de plein air et l'enveloppe «Ajout d'espace et maintien d'actifs» du ministère de l'Éducation dédient au projet respectivement un peu plus de 3,7 millions de dollars, pour un total de 7 471 505 \$. Le gymnase devrait être inauguré au cours de l'année 2026. Il aura une superficie de 432 mètres carrés et sera doté d'une cloison permettant de le séparer en deux. Entrée distincte, toilettes et vestiaire font partie du projet.

---

---



La ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air, Isabelle Charest, croit que l'ajout d'une nouvelle infrastructure pourra contribuer à la santé physique et mentale des jeunes. (Ariane Aubert Bonny/La Tribune)

La ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air, Isabelle Charest, croit que l'ajout d'une nouvelle infrastructure pourra contribuer à la santé physique et mentale des jeunes. «Le meilleur endroit pour développer de saines habitudes de vie, c'est à l'école», croit-elle. Elle ajoute que le gymnase, qui servira également pour la communauté, permettra de tisser des liens. «Ça fait en sorte que les gens se connaissent, se parlent, se côtoient et vivent ensemble. [Ces infrastructures] vont bien au-delà de faire bouger le monde.»

La mairesse de Windsor, Sylvie Bureau indique que la présence d'infrastructures scolaires et sportives sont des facteurs d'attraction pour la population et se réjouit que le gymnase soit aussi dédié à servir la population. «Avec les échanges de services entre la ville et les écoles, c'est important de ne pas dédoubler les plateaux

mais de s'en servir correctement.» Elle étend l'idée d'usages multiples à la bibliothèque, en invitant l'école à se servir de celle qui sera construite pour la municipalité, tout comme les citoyens de la municipalité se serviront du gymnase.



La mairesse de Windsor, Sylvie Bureau, croit qu'il vaut mieux optimiser l'utilisation des infrastructures entre écoles et municipalité que dédoubler les services. (Ariane Aubert Bonn/La Tribune)

La directrice générale du centre de services scolaires des Sommets, Lisa Rodrigue, croit que le gymnase permettra aux jeunes de s'épanouir: «Nous avons l'objectif d'ajouter des lieux stimulants et motivants pour l'apprentissage et qui portent sur de saines habitudes de vie. (...) C'est reconnu que la pratique sportive, c'est bon pour la concentration des élèves. En offrant cet environnement-là, on vient aider les saines habitudes de vie mais aussi la réussite globale des jeunes.»



Selon la directrice générale du Centre de service scolaires des Sommets Lisa Rodrigue, un nouveau gymnase favorisera la réussite scolaire. (Ariane Aubert Bonn/La Tribune)

ÉMISSIONS

RATTRAPAGE

ANIMATEURS

BALADOS

VIDÉOS



ÉCOUTER EN DIRECT  
L'Estrie aujourd'hui



Actualités Sports Économie Politique Société Justice et faits divers Arts et spe

< Justice et faits divers

### École La Ruche de Magog

# Bagarre d'adolescentes: où étaient les surveillants?

Publié le 25 octobre 2024 par Claude Plante



0:00



12:06



ENTENDU DANS

## Que l'Estrie se lève

LE 25 OCTOBRE 2024 10:04



ÉMISSIONS

RATTRAPAGE

ANIMATEURS

BALADOS

VIDÉOS



ÉCOUTER EN DIRECT  
L'Estrie aujourd'hui

Activités Sports Économie Politique Société



La bagarre entre deux adolescentes a éclaté cette semaine à l'école La Ruche de Magog. / Archives



## Où étaient les adultes quand une bagarre entre deux adolescentes a éclaté cette semaine dans le secteur des casiers de l'école secondaire La Ruche de Magog?

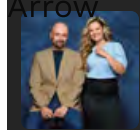
Un autre cas de violence dans une école est dénoncé par des parents.

Une vidéo de l'altercation entre deux élèves circule sur les réseaux sociaux et retient l'attention.

On peut y voir deux jeunes adolescentes se bagarrer durant de longues minutes sans que personne n'intervienne. D'autres élèves les encouragent allègrement. Le manque de surveillance est remis en question par certains parents.

Use  
Up/Down

ARROW



or  
de  
ÉMISSIONS  
volume.

RATTRAPAGE

ANIMATEURS

BALADOS

VIDÉOS



On demande aux parents de s'assurer que leurs enfants ne soient pas en possession des vidéos et de les détruire

L'Estrie aujourd'hui

### Manque de surveillants

Actualités Sports Économie Politique Société  
Pour sa part, Éric Pronovost, président de l'Association québécoise de soutien scolaire affiliée à la CSQ, critique la formation pour prévenir la violence.



Il y a augmentation des cas de violence et une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur, dit-il, invité sur les ondes du 107,7 Estrie vendredi matin.

M. Pronovost en appelle à une action concrète du ministre de l'Éducation, Bernard Drainville.

*«Est-ce que les surveillants d'élèves étaient suffisants? Est-ce que les surveillants d'élèves étaient pris dans une autre situation? Comprenez-vous que ça roule à une vitesse infernale les situations de violence dans nos écoles? On le dit depuis longtemps à la Fédération, mais on n'a pas d'écoute de la part du ministre de l'Éducation.»*

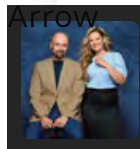
— **Éric Pronovost**

La cyberintimidation et la forte pression des réseaux sur les adolescents amplifient le phénomène, ajoute le syndicaliste.

Éric Pronovost invite les parents à dénoncer les situations violentes.

**Abonnez-vous à l'infolettre du 107.7 Estrie!**

Use  
Up/Down Arrow Prénom



# «La langue, c'est vital» : un étudiant du Centre Saint-Michel dénonce les coupes en francisation

Par Anthony Ouellet, La Tribune

Quand on l'écoute, difficile de croire qu'Eziel Gualberto de Oliveira suit des cours de francisation au Centre Saint-Michel depuis moins de deux mois. Alors qu'il chemine et espère parfaire son français pour pleinement s'intégrer à la société québécoise, cet immigrant brésilien déplore les coupes subies par les programmes de francisation estriens.

Rappelons qu'au Québec, les fermetures de classes de francisation destinées aux adultes se multiplient. La région de l'Estrie n'est pas épargnée.

Le Centre Saint-Michel passera de 28 à cinq groupes dès le prochain mois. Au Centre de services scolaire des Sommets, la francisation pour les adultes sera suspendue pour une durée indéterminée. La situation est similaire à la Commission scolaire Eastern Townships.

Pour Eziel Gualberto de Oliveira, qui étudie en francisation au Centre Saint-Michel de Sherbrooke depuis septembre, cette situation est tout à fait aberrante. Arrivé à Sherbrooke en février avec sa femme après un court séjour à Montréal, il voit la francisation comme pierre d'assise de l'intégration de sa famille et lui au Québec.

«Nous avons tout laissé au Brésil pour établir notre vie au Québec. On est ici, on fait un effort pour rester au Québec. J'ai un visa de travail ouvert, mais je ne peux pas travailler sans un niveau de français suffisant. C'est pour ça que c'est très important pour moi, pour ma femme. Ça aide notre processus d'intégration», explique celui qui a réalisé de hautes études en économie au Brésil.

**«Avant, j'écoutais des contenus en français pour me familiariser, mais c'est vraiment après avoir commencé la francisation que je me suis amélioré. Je fais des erreurs de grammaire, mais je peux m'exprimer.»**

— Eziel Gualberto de Oliveira, étudiant en francisation au Centre Saint-Michel

À son grand désarroi, ses cours de francisation cesseront dans deux mois, si les prévisions actuelles se confirment.

«La langue, c'est vital, c'est essentiel pour rester. Sans la francisation... C'est un scénario que je ne peux pas imaginer. Ce serait vraiment drastique», lâche M. de Oliveira.

## Stratégie peu payante?

À Québec, les oppositions critiquent depuis plusieurs jours ces pertes de services en francisation. Le gouvernement de la CAQ, lui, affirme sans cesse que ce ne sont pas des coupes dans les services, mais une question de la gestion des budgets par les différents centres de services scolaires (CSS).

Dans les faits, pour l'année 2024-2025, le financement accordé pour la francisation est établi selon les données de l'année scolaire 2020-2021. Or, la hausse de la demande vient mettre de la pression sur les CSS.

Dans tous les cas, Eziel Gualberto de Oliveira déplore que le gouvernement ne semble pas enclin à remédier à la situation. À ses yeux, il s'agit d'une stratégie «agressive» et «drastique» visant à montrer que le gouvernement est prêt à prendre des choix pour diminuer son déficit.

«Je ne pense pas que ce soit une volonté de la société québécoise. Je pense que la société trouve que c'est important, la francisation», dit-il.



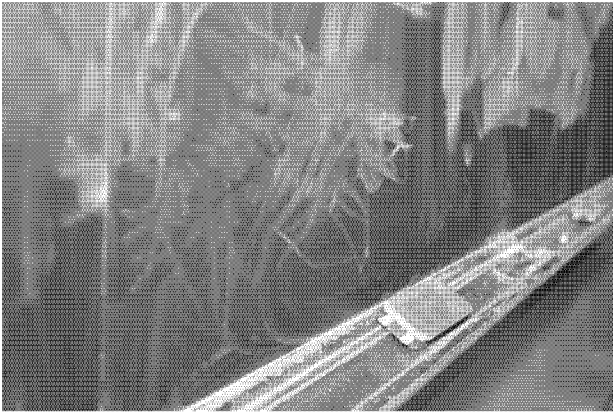
«À moyen terme, poursuit-il, le gouvernement crée un grand problème. Les entreprises ont grandement besoin de travailleurs qui parlent français. Les travailleurs immigrants sont très importants et les politiques agressives de fermeture de cours de francisation seront très préjudiciables pour le développement social et le progrès économique du Québec.»

M. de Oliveira estime d'ailleurs que le Québec devrait se servir de la francisation comme d'une «stratégie prioritaire» pour l'intégration des personnes immigrantes. À ses yeux, «aucune réduction de ces services ne devrait même être imaginée».

Il s'empresse d'ailleurs d'ajouter que ces réductions de services n'ont pas seulement des impacts sur les travailleurs étrangers et les entreprises qui les emploient, mais aussi sur les enseignants en francisation, dont plusieurs ont perdu leur poste.

Au Centre Saint-Michel, par exemple, une trentaine d'enseignants non permanents verront leur contrat être non renouvelé. Un ancien étudiant du centre a d'ailleurs lancé récemment une pétition pour dénoncer la situation qui y est vécue.

## « Le gouvernement s'attaque aux mauvaises cibles »



À Magog, les cours de francisation offerts au Centre d'éducation des adultes des Sommets cesseront à compter du 1er novembre, faute de financement. (Photo: Depositphotos)

PAR PIERRE-OLIVIER GIRARD

Un enseignant en francisation au Centre d'éducation des adultes des Sommets déplore les récents impacts budgétaires du gouvernement du Québec qui auront des conséquences majeures à Magog, où toutes les classes dédiées à ce programme seront fermées à compter du 1er novembre prochain.

Préférant taire son identité complète, Alexandre a senti le besoin de dénoncer publiquement ce qui se dessine sous ses yeux. Comme c'est le cas un peu partout au Québec, les établissements offrant la francisation ont vu leur budget être réduit considérablement. Certaines écoles ont dû revoir à la baisse le nombre de classes, tandis que d'autres devront simplement mettre fin au programme.

C'est d'ailleurs ce qui attend toutes les classes de francisation chapeautées par le Centre de services scolaire des Sommets (CSSDS), dont celles à Magog. « C'est déplorable ce qui se passe, car le gouvernement coupe dans un programme qui fonctionne très bien et pour lequel il y a beaucoup de demandes. À Magog, nous étions rendus à 4 groupes. Ce sont principalement des immigrants hispanophones qui sont ici pour travailler, mais il y en a aussi qui ont quitté leur pays en raison de la guerre comme des Ukrainiens », partage Alexandre, qui enseigne à ces personnes à temps plein.

L'une des mesures adoptées par le gouvernement provincial est d'avoir mis fin à une allocation financière qui était offerte à tout étudiant qui suivait un cours de francisation à temps partiel. L'argent économisé devait être réinvesti pour bonifier les services de francisation, selon Alexandre.

Mais ce dernier constate pourtant l'inverse sur le terrain et c'est ce qui l'inquiète profondément. « Je comprends que le gouvernement veuille limiter l'immigration. Mais par ces mesures, il attaque les mauvaises cibles. On est en train de punir des gens qui voulaient réellement apprendre le français pour s'intégrer, obtenir leur citoyenneté et ultimement, faire venir leur famille ici. On ne parle pas de gens,

sans papier, qui sont entrés ici illégalement. Pour mes élèves, la francisation, c'était sérieux et maintenant, ils sont inquiets pour leur avenir, en plus de se sentir abandonnés. »

### **Une accessibilité plus limitée et compliquée**

Toujours selon l'enseignant, une des alternatives est de suivre un programme piloté par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI). Toutefois, il n'est pas disponible en présentiel dans la MRC de Memphrémagog. « Les élèves peuvent aller à Sherbrooke, mais plusieurs n'ont même pas de voiture. Il y a aussi des cours offerts en ligne, mais ce n'est pas tout le monde qui est à l'aise avec cette formule, surtout pour une personne qui commence. C'est assez dysfonctionnel au début, car on le sait, le français est une langue très difficile à apprendre. »

### **Des balises à respecter**

Du côté du CSSDS, on confirme que tous les cours en francisation seront suspendus pour une durée déterminée « afin de respecter les balises budgétaires du ministère de l'Éducation ». « Les élèves inscrits actuellement pourront poursuivre leurs cours jusqu'au 1er novembre et nous nous assurerons de faciliter la passation d'examens. Ils seront ensuite redirigés vers le MIFI afin d'explorer les options disponibles pour poursuivre leur apprentissage du français. Cette annonce touche environ 285 élèves et 12 enseignants pour tout notre territoire, dont 70 élèves dans Memphrémagog », soutient la coordonnatrice au service des communications au CSSDS, Mylène Ouellette.

Cette dernière confirme que cette vague de fermetures inclut une classe de francisation à Stanstead, qui est offerte dans les locaux de l'école primaire Jardin-des-Frontières.



**Sherbrooke**

# «La langue, c'est vital» : un étudiant du Centre Saint-Michel dénonce les coupes en francisation

Par Anthony Ouellet, La Tribune

28 octobre 2024 à 04h30





Eziel Gualberto de Oliveira étudie en francisation au Centre Saint-Michel. Il est abasourdi par la réduction de l'offre dans ces services. (Anthony Ouellet/La Tribune)

Quand on l'écoute, difficile de croire qu'Eziel Gualberto de Oliveira suit des cours de francisation au Centre Saint-Michel depuis moins de deux mois. Alors qu'il chemine et espère parfaire son français pour pleinement s'intégrer à la société québécoise, cet immigrant brésilien déplore les coupes subies par les programmes de francisation estriens.

---

Rappelons qu'au Québec, les fermetures de classes de francisation destinées aux adultes se multiplient. La région de l'Estrie n'est pas épargnée.

Le Centre Saint-Michel passera de 28 à cinq groupes dès le prochain mois. Au Centre de services scolaire des Sommets, la francisation pour les adultes sera suspendue pour une durée indéterminée. La situation est similaire à la Commission scolaire Eastern Townships.

---

Publicité



Pour Eziel Gualberto de Oliveira, qui étudie en francisation au Centre Saint-Michel de Sherbrooke depuis septembre, cette situation est tout à fait aberrante. Arrivé à Sherbrooke en février avec sa femme après un court séjour à Montréal, il voit la francisation comme pierre d'assise de l'intégration de sa famille et lui au Québec.

«Nous avons tout laissé au Brésil pour établir notre vie au Québec. On est ici, on fait un effort pour rester au Québec. J'ai un visa de travail ouvert, mais je ne peux pas travailler sans un niveau de français suffisant. C'est pour ça que c'est très important pour moi, pour ma femme. Ça aide notre processus d'intégration», explique celui qui a réalisé de hautes études en économie au Brésil.

 [Démarrez la conversation](#)



#### Exprimez-vous.

Laissez un commentaire ci-dessous et faites-nous part de votre opinion.



[Soyez le premier à commenter ↓](#)

**«Avant, j'écoutais des contenus en français pour me familiariser, mais c'est vraiment après avoir commencé la francisation que je me suis amélioré. Je fais des erreurs de grammaire, mais je peux m'exprimer.»**

— Eziel Gualberto de Oliveira, étudiant en francisation au Centre Saint-Michel

À son grand désarroi, ses cours de francisation cesseront dans deux mois, si les prévisions actuelles se confirment.

«La langue, c'est vital, c'est essentiel pour rester. Sans la francisation... C'est un scénario que je ne peux pas imaginer. Ce serait vraiment drastique», lâche M. de Oliveira.



Le Centre Saint-Michel devra réduire ses services en francisation. (Jessica Garneau/Archives La Tribune)

## Stratégie peu payante?

À Québec, les oppositions critiquent depuis plusieurs jours ces pertes de services en francisation. Le gouvernement de la CAQ, lui, affirme sans cesse que ce ne sont pas des coupes dans les services, mais une question de la gestion des budgets par les différents centres de services scolaires (CSS).

Dans les faits, pour l'année 2024-2025, le financement accordé pour la francisation est établi selon les données de l'année scolaire 2020-2021. Or, la hausse de la demande vient mettre de la pression sur les CSS.

---

Dans tous les cas, Eziel Gualberto de Oliveira déplore que le gouvernement ne semble pas enclin à remédier à la situation. À ses yeux, il s'agit d'une stratégie «agressive» et «drastique» visant à montrer que le gouvernement est prêt à prendre des choix pour diminuer son déficit.

«Je ne pense pas que ce soit une volonté de la société québécoise. Je pense que la société trouve que c'est important, la francisation», dit-il.

«À moyen terme, poursuit-il, le gouvernement crée un grand problème. Les entreprises ont grandement besoin de travailleurs qui parlent français. Les travailleurs immigrants sont très importants et les politiques

agressives de fermeture de cours de francisation seront très préjudiciables pour le développement social et le progrès économique du Québec.»

M. de Oliveira estime d'ailleurs que le Québec devrait se servir de la francisation comme d'une «stratégie prioritaire» pour l'intégration des personnes immigrantes. À ses yeux, «aucune réduction de ces services ne devrait même être imaginée».

---

---

Il s'empresse d'ailleurs d'ajouter que ces réductions de services n'ont pas seulement des impacts sur les travailleurs étrangers et les entreprises qui les emploient, mais aussi sur les enseignants en francisation, dont plusieurs ont perdu leur poste.

Au Centre Saint-Michel, par exemple, une trentaine d'enseignants non permanents verront leur contrat être non renouvelé. Un ancien étudiant du centre a d'ailleurs lancé récemment [une pétition pour dénoncer la situation qui y est vécue](#).



# Des coupes majeures dans le financement des cours de francisation en Estrie

*Pour visionner la vidéo, cliquez sur lien suivant:*

*<https://www.tvanouvelles.ca/2024/10/29/pres-d13-m-de-moins-en-financement-pour-les-cours-de-francisation-a-sherbrooke>*



**JASMIN DUMAS**



---

**Le débat sur la diminution de services en francisation dans les centres de services scolaires a donné droit la semaine dernière à une véritable guerre de mots. Les chiffres obtenus par TVA Nouvelles concernant le Centre Saint-Michel de Sherbrooke et le Centre d'éducation des adultes des Sommets démontrent une compression majeure dans leur budget par rapport à l'an dernier.**

Alors que les classes francisation ferment par dizaines partout au Québec, le ministre de la Francisation Jean-François Roberge répète sur toutes les tribunes que le budget alloué aux centres de services scolaires pour franciser les nouveaux arrivants est le même que l'an passé.

---

Publicité

---

Or, les chiffres fournis par deux centres de services scolaires de l'Estrie démontrent le contraire.

Le Centre Saint-Michel de Sherbrooke a reçu un financement de 2,1 millions de dollars en 2023-2024 pour la francisation. En 2024-2025, son budget est de 1,2 million, soit 900 000\$ de moins.

Le budget de francisation du Centre d'éducation des adultes des Sommets, qui dessert les secteurs de Magog, Windsor et Val-des-Sources, est passé de 81 700\$ l'an dernier à 18 543\$ cette année.



André A. Morin.

Son collègue péquiste Pascal Paradis abonde dans le même sens: «Répétez ça partout à travers le Québec, c'est le même phénomène, les budgets ont été coupés. C'est dommage que le gouvernement continue de preuve d'aussi peu de transparence et de franchise et même à nous prendre pour des valises.»

TVA Nouvelles a tenté d'obtenir des explications de la part du ministère de l'Éducation, responsable de transférer les sommes reçues par Francisation Québec aux centres de services scolaires, mais en fin de journée, mardi, aucune réponse n'avait encore été fournie.

Le PLQ demande au Commissaire à la langue française d'ouvrir une enquête. «Parce que c'est un enjeu qui est très important, explique André A. Morin. Pour moi, au Québec, c'est en français que ça se passe. Que le gouvernement soit capable de faire en sorte qu'il y a suffisamment de gens qui sont francisés au Québec, c'est essentiel.»

---

Publicité

---

«La CAQ va faire reculer le français en Estrie! À cause des coupures de la CAQ, près de 500 personnes vont perdre une ressource indispensable pour s'intégrer à la communauté estrienne et travailler en français. La CAQ doit arrêter de pointer des boucs émissaires et doit revenir sur sa décision, il n'y a pas d'économies à faire sur le dos des personnes qui ont levé la main pour apprendre le français», mentionne pour sa part le solidaire Guillaume Cliche-Rivard.

l'enseignement de l'Estrie et d'autres manifestations sont prévues dans les prochains jours.

Publicité

## Recommandé pour vous



JUDICIAIRE

Retrait du condom sans consentement  
**Retrait du condom sans consentement: il écope de 20 mois de prison, pour l'exemple**



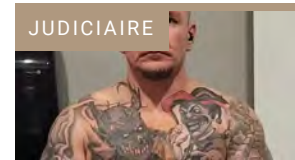
JUDICIAIRE

Au volant saoul et sans permis  
**10 personnes dans un F-150: il avoue avoir causé un accident mortel en roulant saoul**



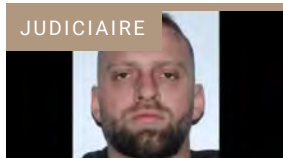
POLITIQUE

En remplacement à Catherine Lemay  
**Lesley Hill deviendra la nouvelle patronne de la DPJ**



JUDICIAIRE

Blood Family Mafia  
**Blood Family Mafia: Francis Vallée sauvagement battu en prison**



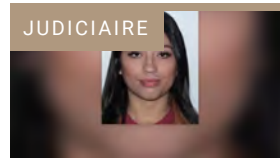
JUDICIAIRE

Trafic de cocaïne à Québec  
**Trafic de stupéfiants dans la région de Québec: une personne recherchée et trois autres arrêtées**



POLITIQUE

Projectiles tirés sur les fenêtres  
**Projectiles tirés sur les fenêtres: la députée de Mirabel ferme son bureau de comté en raison de menaces**



JUDICIAIRE

Ensemble après presque 2 ans de cavale  
**Ensemble après presque 2 ans de cavale: la SQ cherche la compagne d'All Boivin**



JUDICIAIRE

Guerre des gangs  
**Crime organisé: le caïd Gregory Woolley a prédit «un carnage» après avoir échoué à raisonner l'un des gangs qui inquiètent la police**

## Ailleurs sur le web

**le journal  
de montréal**

## **Des coupes majeures dans le financement des cours de francisation en Estrie**

Jasmin Dumas

**Le débat sur la diminution de services en francisation dans les centres de services scolaires a donné droit la semaine dernière à une véritable guerre de mots. Les chiffres obtenus par TVA Nouvelles concernant le Centre Saint-Michel de Sherbrooke et le Centre d'éducation des adultes des Sommets démontrent une compression majeure dans leur budget par rapport à l'an dernier.**

Alors que les classes francisation ferment par dizaines partout au Québec, le ministre de la Francisation Jean-François Roberge répète sur toutes les tribunes que le budget alloué aux centres de services scolaires pour franciser les nouveaux arrivants est le même que l'an passé.

Or, les chiffres fournis par deux centres de services scolaires de l'Estrie démontrent le contraire.

Le Centre Saint-Michel de Sherbrooke a reçu un financement de 2,1 millions de dollars en 2023-2024 pour la francisation. En 2024-2025, son budget est de 1,2 million, soit 900 000\$ de moins.

Le budget de francisation du Centre d'éducation des adultes des Sommets, qui dessert les secteurs de Magog, Windsor et Val-des-Sources, est passé de 81 700\$ l'an dernier à 18 543\$ cette année.

«Pour moi, c'est clairement une coupe», dénonce le porte-parole du Parti libéral du Québec en matière de Francisation, André A. Morin.

Son collègue péquiste Pascal Paradis abonde dans le même sens: «Répétez ça partout à travers le Québec, c'est le même phénomène, les budgets ont été coupés. C'est dommage que le gouvernement continue de prouver d'aussi peu de transparence et de franchise et même à nous prendre pour des valises.»

TVA Nouvelles a tenté d'obtenir des explications de la part du ministère de l'Éducation, responsable de transférer les sommes reçues par Francisation Québec aux centres de services scolaires, mais en fin de journée, mardi, aucune réponse n'avait encore été fournie.

Le PLQ demande au Commissaire à la langue française d'ouvrir une enquête. «Parce que c'est un enjeu qui est très important, explique André A. Morin. Pour moi, au Québec, c'est en français que ça se passe. Que le gouvernement soit capable de faire en sorte qu'il y a suffisamment de gens qui sont francisés au Québec, c'est essentiel.»

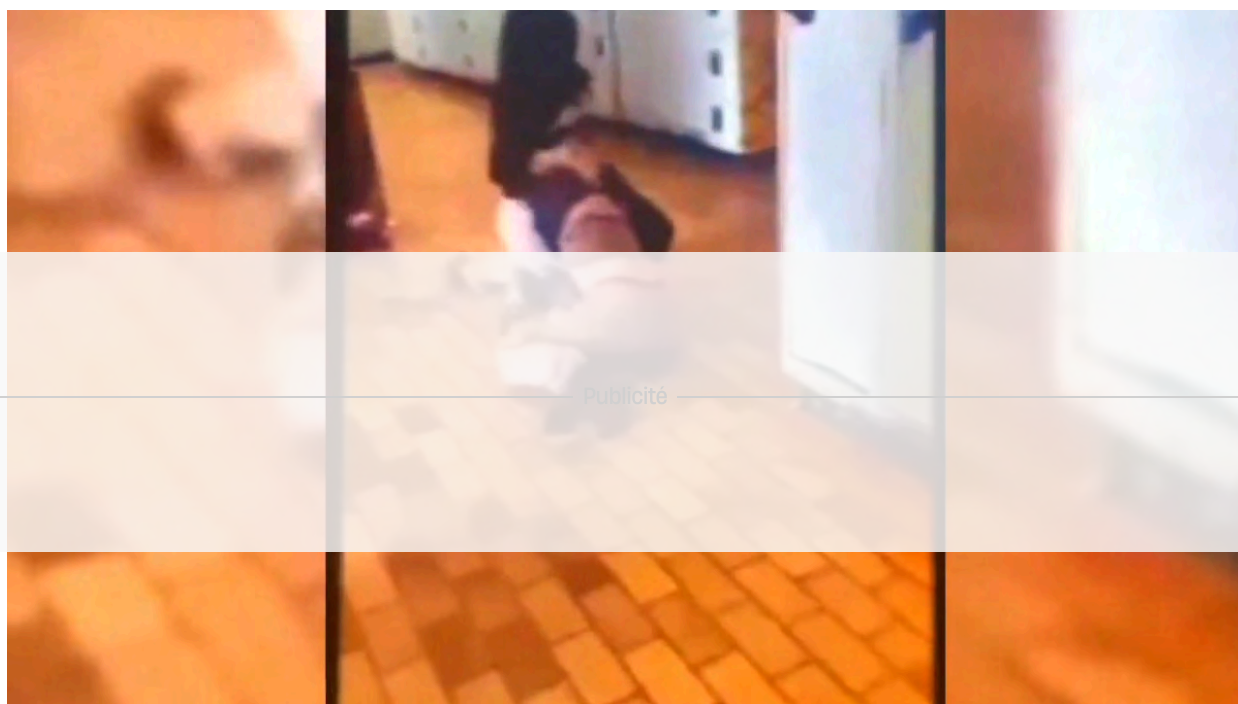
«La CAQ va faire reculer le français en Estrie! À cause des coupures de la CAQ, près de 500 personnes vont perdre une ressource indispensable pour s'intégrer à la communauté estrienne et travailler en français. La CAQ doit arrêter de pointer des boucs émissaires et doit revenir sur sa décision, il n'y a pas d'économies à faire sur le dos des personnes qui ont levé la main pour apprendre le français», mentionne pour sa part le solidaire Guillaume Cliche-Rivard.

Et de leur côté les enseignants maintiennent la pression. Une campagne publicitaire vient d'être lancée par le Syndicat de l'enseignement de l'Estrie et d'autres manifestations sont prévues dans les prochains jours.



🏠 » ACTUALITÉS » ÉDUCATION

# EN VIDÉO | Une bagarre éclate entre deux élèves d'une école secondaire à Magog



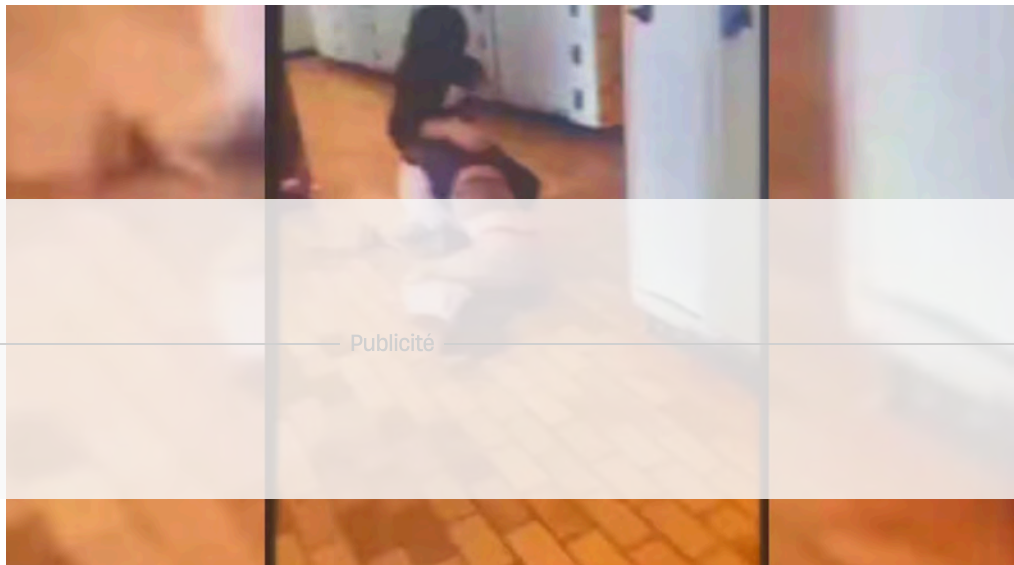


## Une violente bagarre a éclaté dans une école secondaire à Magog, lundi dernier, entre deux jeunes adolescentes qui fréquentent l'établissement.

Des élèves de l'école secondaire de la Ruche ont filmé la scène où deux adolescentes se rouent des coups durant de longues minutes, peut-on voir dans une vidéo obtenue par TVA Nouvelles.

Un attroupement d'adolescents s'est formé autour d'elles, mais personne n'est intervenu pour mettre fin à la bagarre.

À son arrivée à la maison, un élève témoin de cette situation a montré ces images à sa mère.



«Des bagarres comme ça, c'est quand même assez inquiétant en tant que parent», a-t-elle confié en



La mère s'est dite choquée qu'aucun adulte n'ait tenté de mettre fin à la bagarre, comme on peut le constater dans la vidéo.



Ce même étudiant se serait même confié à sa mère à propos de drogues à son école.

«J'ai déjà un de mes enfants qui m'a dit: maman, si je veux consommer quelque chose, ça me prend deux minutes, pis je peux avoir ce que je veux. Là je ne parle pas de cannabis, mais de kétamine, d'amphétamine...», a-t-elle indiqué.

Ce qui amène la dame à se demander si ses enfants sont réellement en sécurité à l'école.





«J'aimerais que la direction prenne la situation plus au sérieux et applique le principe de précaution. En tant que parent, c'est quand même inquiétant de savoir qu'on doit envoyer nos enfants à l'école dans un milieu qui est non sécuritaire», a-t-elle ajouté.

## **Un manque de ressources dans les écoles?**

Le président de la Fédération du personnel de soutien scolaire (CSQ) dénonce un manque de ressources dans les écoles de la province.

Est-ce que les intervenants dans l'école étaient suffisants? Est-ce que les intervenants étaient pris dans une autre situation dans l'école?

Publicité

Ce sont les questionnements d'Éric Pronovost.



«Une chose est certaine, c'est impensable qu'un parent pense ça aujourd'hui, en 2024», a-t-il confié.

Le Centre de services scolaire des Sommets a refusé d'accorder une entrevue à ce sujet.

1800 étudiants fréquentent l'école secondaire de la Ruche.

L'établissement public dessert 17 municipalités.

**Voyez la vidéo ci-dessus.**

Publicité



0 Commentaires



Vous devez être connecté pour commenter.

**Se connecter**

Sherbrooke

# Les coupes en francisation au risque de perdre l'expertise des enseignants

Par Delphine Belzile, La Tribune

**«Stupéfaction, colère, incompréhension et frustration», répond une enseignante à la décision de Québec de couper dans les services de francisation. Le Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE) craint de perdre l'expertise de ses professeurs forcés de se relocaliser après la fermeture d'une trentaine de groupes en francisation.**

«Ça a été un choc. C'est [une trentaine] de professeurs qui ont appris en direct qu'ils ont perdu leur emploi», lance l'enseignante en francisation au Centre Saint-Michel, Lison Nicolas. «Pour moi, c'est fini», dit celle qui doit devancer sa retraite.

Devant le bureau de la députée de Saint-François, Geneviève Hébert, des dizaines d'enseignants ont fait entendre leur voix. «Ces coupes sont carrément injustifiables», écrit dans une lettre ouverte le syndicat qui représente 4200 enseignants.

Le mercredi 30 octobre, cette lettre a d'ailleurs été remise à la députée caquiste. «Cette décision est irresponsable et incohérente, surtout de la part d'un gouvernement qui prétend valoriser la profession enseignante et placer en priorité l'apprentissage du français», peut-on lire.

«C'est insensé. On ne veut pas y croire», se désole l'enseignante Éleine Gendron.

Près de 70 enseignants en Estrie verront leurs heures dans les classes de francisation disparaître. Éleine Gendron est forcée d'abandonner ses étudiants, faute de financement au Centre Saint-Michel à Sherbrooke qui perdra 23 groupes en novembre.

«Ce qui me bouleverse le plus dans cette nouvelle [...] ce sont les étudiants à qui on enseigne, dit-elle. Ils sont analphabètes dans leur langue. Ils ont besoin de beaucoup de support. D'arrêter la francisation comme ça et de les faire attendre, ça n'a pas de sens.»

«On leur dit "non ce n'est plus possible"», continue Lison Nicolas.

## Une décision inconséquente

Lison Nicolas dit avoir été légèrement avertie d'une éventuelle diminution des effectifs, mais jamais à la hauteur de la récente annonce de Québec.

«Historiquement, c'est la première fois que je vois une intervention gouvernementale qui part de si haut pour avoir des répercussions si bas sur le terrain sans aucune consultation et de façon aussi sauvage», renchérit Vincent Poirier, enseignant en francisation depuis plus de 20 ans.

Mais ce que le SEE craint, c'est le risque de perdre l'expertise plutôt que l'abolition des heures aux enseignants. Considérant la pénurie de main-d'œuvre, la majorité devrait se replacer dans le réseau de l'éducation, croit son président, David Raymond. «Ils vont devoir faire d'autres choix.»

«On est plusieurs à vouloir se relocaliser. Je suis prête à vouloir aller ailleurs, mais ailleurs, il y a d'autres coupures», souligne toutefois Éleine Gendron. «C'est une perte d'expertise incroyable», réitère Lison Nicolas.

«On a l'expertise. On a les locaux. La décision va faire que ces gens pourraient quitter pour d'autres lieux, donc on pourrait perdre notre main-d'œuvre expérimentée», s'inquiète pour sa part David Raymond.

Sans oublier l'impact de la réduction des services sur les nouveaux arrivants. Parce que sur le terrain, les enseignants représentent une «porte d'entrée» vers l'intégration, note Vincent Poirier. «Ce n'est pas seulement de leur montrer le français, c'est de leur montrer toute la culture ici.»

«On est là pour faire le pont entre la diaspora et la société québécoise», fait-il savoir.

## Un gel des fonds

«Tout le monde le sait. Il y a une augmentation des immigrants, donc une augmentation des besoins. Alors, quelle est la logique de diminuer les ressources financières», lâche le président du SEE.

«Les besoins sont là, nous avons des enseignants qualifiés et d'expérience pour offrir le service dans un réseau scolaire», relate-t-il.

«Les sommes sont là, mais on ne peut pas dépenser plus que ce qui a été déployé il y trois et quatre ans», indique David Raymond. Parce que le ministère de l'Éducation a défini le budget en francisation pour l'année scolaire 2024-2025 selon les inscriptions dans les centres de services scolaires en 2020-2021, explique-t-il.

«Cela correspond à l'année du creux historique d'inscriptions durant la pandémie, avant le boom d'immigration vécu au Québec», déplore le syndicat dans sa lettre à Geneviève Hébert.

Le financement alloué reflète donc les besoins financiers d'il y a quatre ans, martèlent les syndicats.

**Selon David Raymond, cette décision de la CAQ représente une occasion d'éviter d'insister sur des coupures. «Ils n'ont pas parlé de restrictions budgétaires, mais ça a le même effet. On ne peut pas déployer.»**

«Les règles budgétaires ont été changées pour que le budget diminue», a dénoncé mercredi en conférence de presse le porte-parole du troisième groupe d'opposition en matière de travail et d'emploi, Pascal Paradis. Le gouvernement devrait «revoir les paramètres», a ajouté le président de la Fédération des syndicats de l'enseignement, Richard Bergevin.

«À cause des coupures de la CAQ, près de 500 personnes vont perdre une ressource indispensable pour s'intégrer à la communauté estrienne et travailler en français», fait valoir le responsable de Québec solidaire en matière de Francisation, Guillaume Cliche-Rivard.

## Diminution «drastique» des services

Les nouveaux barèmes du ministère de l'Éducation contraignent le Centre de services scolaire de la région de Sherbrooke à jongler avec une réduction d'environ 700 000 dollars à son budget en francisation.

«Ce n'est pas parce qu'on n'a plus de besoins et que les élèves sont partis d'un coup», lance David Raymond. Même que le nombre d'inscriptions a bondi de 318 à 863 entre 2020 et 2023 au Centre Saint-Michel. Et la tendance ne s'est pas assagie en 2024.

«On va voir les services en francisation être diminués drastiquement dans les trois centres de service de la région», rappelle David Raymond.

Au Centre de services scolaire des Sommets, près de 300 élèves et 12 enseignants seront pénalisés. Dans les Hauts-Cantons, une quinzaine de professeurs perdront leurs heures en francisation. Et la commission scolaire Eastern Townships offrira ses derniers cours en novembre.

«Si nos immigrants ne maîtrisent pas la langue française après un certain temps, tout le monde sait ce qui arrive», laisse tomber David Raymond. Je ne peux pas m'empêcher de faire le lien avec les commentaires de M. Legault qui a nommé à plusieurs reprises qu'il y avait trop d'immigrants au Québec.»

**le journal  
de montréal**

# Une bagarre éclate entre deux élèves d'une école secondaire à Magog

Elodie Drolet

**Une violente bagarre a éclaté dans une école secondaire à Magog, lundi dernier, entre deux jeunes adolescentes qui fréquentent l'établissement.**

Des élèves de l'école secondaire de la Ruche ont filmé la scène où deux adolescentes se rouent des coups durant de longues minutes, peut-on voir dans une vidéo obtenue par TVA Nouvelles.

Un attroupement d'adolescents s'est formé autour d'elles, mais personne n'est intervenu pour mettre fin à la bagarre.

À son arrivée à la maison, un élève témoin de cette situation a montré ces images à sa mère.

«Des bagarres comme ça, c'est quand même assez inquiétant en tant que parent», a-t-elle confié en entrevue avec TVA Nouvelles.

La mère s'est dite choquée qu'aucun adulte n'ait tenté de mettre fin à la bagarre, comme on peut le constater dans la vidéo.

Ce même étudiant se serait même confié à sa mère à propos de drogues à son école.

«J'ai déjà un de mes enfants qui m'a dit: maman, si je veux consommer quelque chose, ça me prend deux minutes, pis je peux avoir ce que je veux. Là je ne parle pas de cannabis, mais de kétamine, d'amphétamine...», a-t-elle indiqué.

Ce qui amène la dame à se demander si ses enfants sont réellement en sécurité à l'école.

«J'aimerais que la direction prenne la situation plus au sérieux et applique le principe de précaution. En tant que parent, c'est quand même inquiétant de savoir qu'on doit envoyer nos enfants à l'école dans un milieu qui est non sécuritaire», a-t-elle ajouté.

## **Un manque de ressources dans les écoles?**

Le président de la Fédération du personnel de soutien scolaire (CSQ) dénonce un manque de ressources dans les écoles de la province.

Est-ce que les intervenants dans l'école étaient suffisants? Est-ce que les intervenants étaient pris dans une autre situation dans l'école?

Ce sont les questionnements d'Éric Pronovost.

«Une chose est certaine, c'est impensable qu'un parent pense ça aujourd'hui, en 2024», a-t-il confié.

Le Centre de services scolaire des Sommets a refusé d'accorder une entrevue à ce sujet.

1800 étudiants fréquentent l'école secondaire de la Ruche.

L'établissement public dessert 17 municipalités.

gestionnaires, c'est plus qu'un problème de personnalité!  
C'est un problème de structure.

Des gestionnaires qui n'ont pas les moyens ni le courage de monter des dossiers disciplinaires. Ça découle d'une obsession à « couper dans le gras ». Mais couper dans le gras, ça veut aussi moins de gestionnaires. Moins de supervision, moins de capacité à monter des dossiers disciplinaires solides. Et à la fin, c'est la rigueur qui prend le bord.

Le gouvernement caquiste veut des solutions qui sonnent bien dans un communiqué de presse, mais sans donner les moyens et sans revoir la structure. Alors, oui, l'idée d'un ordre professionnel peut sembler une solution. Mais ce n'est pas une panacée!

Avant de multiplier les ordres et les frais, regardons le vrai problème en face : notre système d'éducation est miné non par l'absence de bureaucratie, mais par un abandon systémique.